

COUR FÉDÉRALE

No. Cour :

ENTRE :

PAUL DES RUISSEAUX

Demandeur

ET

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur

Avis de demande

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La réparation demandée par celui-ci est exposée ci-après.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à *Québec, soit au 150, boulevard René-Lévesque Est, bureau 150, Québec (Québec), G1R 2B2.*

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des Règles des Cours fédérales et le signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, **DANS LES DIX JOURS** suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des Règles des Cours fédérales ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone : 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE
RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

Délivré par :

Adresse du bureau local :

DESTINATAIRES :

Agence du revenu du Canada

Centre fiscal de Jonquière
2251, boulevard René-Lévesque
Jonquière QC G7S 5J2

Procureur général du Canada

Complex Guy-Favreau
Tour Est, 9^e étage
200, boul. René Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1X4

COUR FÉDÉRALE

No. Cour :

ENTRE :

Paul Des Ruisseaux

Demandeur

ET

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur

DEMANDE

1. La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant l'examen de l'admissibilité du demandeur à la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement (PCTCC) par l'Agence du revenu du Canada, datée du 15 janvier 2024 ;
2. L'objet de la demande est le suivant :
 - a. Le demandeur requiert que la Cour fédérale conclut à ce que la décision de l'ARC soit déraisonnable en raison des motifs invoqués et rende admissible M. Des Ruisseaux à la Prestation Canadienne pour les travailleurs en cas de confinement ;

MOTIFS DE LA DEMANDE

3. L'ARC prétend que le demandeur n'est pas admissible pour les raisons suivantes :

« *You did not meet the following criteria :*

 - *You did not earn at least \$5,000 (before taxes) of employment and/or net self-employment income in 2020, 2021, or in the 12 months before the date of your first application.*
 - *You were not working for reasons considered to be unreasonable or unrelated to a Covid-19 lockdown. »*

4. Le demandeur allègue avoir gagné au moins 5 000 \$ en 2021 provenant de revenus d'un travail indépendant ;
5. La preuve au dossier indique clairement que le demandeur a obtenu au moins 5 000 \$ en dividende pour l'année 2021 ;
6. Les dividendes sont considérées comme une source de revenu admissible à la Prestation canadienne de la relance économique ;
7. Ces informations et la documentation à l'appui ont été transmises à un agent de l'ARC ;
8. L'ARC n'a pas pris en compte les informations et la documentation données pour prendre sa décision ;
9. L'ARC prétend que le demandeur n'a pas travaillé pour des raisons autres que celle du confinement en place dans sa région au moment des faits ;
10. Le domicile du demandeur a été affecté par le confinement pour les dates suivantes, cette information a été trouvée à même le site internet de l'ARC :
 - a. 26 décembre au 1 janvier 2022 ;
 - b. 2 janvier au 8 janvier 2022 ;
 - c. 9 janvier au 15 janvier 2022 ;
11. Pour ces périodes, le demandeur qui a une entreprise de vente, de réparation et d'installation de portes de garage n'a presque pas eu de contrat ;
12. Malgré la perte de contrat, le demandeur a continué de faire de la publicité pendant le confinement et était disponible à travailler. Or, la situation sanitaire et économique ont fait en sorte que son entreprise a été durement touchée ;
13. Le demandeur a exposé l'ensemble de ses informations à l'ARC ;
14. Dans ces circonstances, l'ARC aurait dû conclure que le demandeur était éligible à la Prestation Canadienne pour les travailleurs en cas de confinement, la décision est donc déraisonnable et doit être annulée ;

DOCUMENTS À L'APPUI DE LA DEMANDE

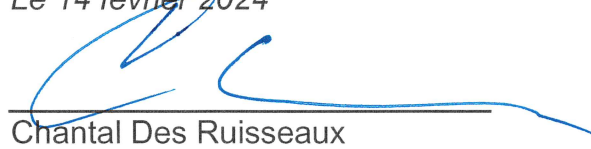
15. Les documents ci-après sont présentés à l'appui de la demande :
 - a. Copie de la décision du 15 janvier 2024 ;

- b. Le T5 et le RL 3 de 2019 du demandeur ;
- c. La déclaration d'impôt du demandeur pour l'année 2021 ;
- d. Formulaire d'exploitation des obligations de l'employeur envers la Commission de la construction du Québec pour les heures travaillées de chaque employé ;
- e. La compilation des heures de travail du demandeur déclarées à la Commission de la construction du Québec ;
- f. Preuve d'inventaires commandés et livrés au domicile du demandeur ;
- g. Une déclaration sous serment de Mme Chantal Des Ruisseaux, conjointe et représentante du demandeur ;

DEMANDE DE DOCUMENTS PAR L'ARC :

16. Le demandeur demande à l'Agence du revenu du Canada de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents ci-après qui ne sont pas en sa possession, mais qui sont en la possession de l'office fédéral :
- a. Le dossier complet de l'ARC de M. Paul Des Ruisseaux, incluant, sans s'y limiter, les notes au dossier, les décisions émises, les preuves reçues et les correspondances effectuées de part et d'autre.

Le 14 février 2024



Chantal Des Ruisseaux
860 chemin du Roy, Grondines, Québec, G0A 1W0
Chitadesruisseaux@gmail.com 1 514-795-4357,
représentante de M. Paul Des Ruisseaux

Paul Des Ruisseaux, 860 chemin du Roy, Grondines,
Québec, G0A 1W0
portesdegarage640@msn.com, 1 514-795-4357



Notarié inc.

Copie authentique

**PROCURATION GÉNÉRALE ET
MANDAT DE PROTECTION**

Par

Paul Des Ruisseaux

Notaire : M^e Émile Brassard

Date : 27 juin 2023

Minute : 9622

Dossier : 23B20370367

Notarié inc. / Notarié 2.0 inc.

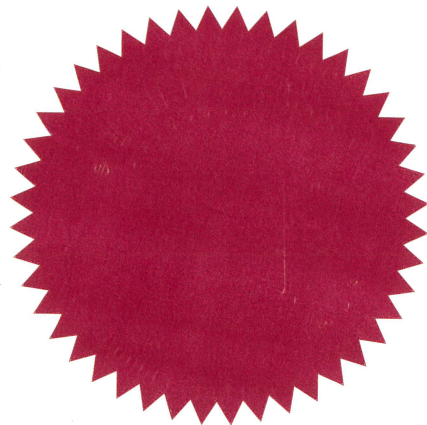
T (418) 268-5630 / (819) 297-2060 / (819) 826-5322

F (819) 826-2191 / (819) 297-2982

info@notarie-inc.com

www.notarie-inc.com





COPIE AUTHENTIQUE de la
minute 9622 du notaire soussigné
émise le 6 juillet 2023.

Émile Brassard, notaire

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS
LE VINGT-SEPT JUIN,
(2023-06-27)

Devant M^e Émile BRASSARD, notaire à Saint-
Marc-des-Carières.

COMPARAÎT :

PAUL DES RUISSEaux
860, Chemin du Roi
Grondines (Québec), G0A 1W0

LEQUEL dresse la présente procuration générale et le présent mandat de protection dans
l'éventualité de son inaptitude à prendre soin de lui-même ou à administrer ses biens ainsi
qu'il suit :

PROCURATION GÉNÉRALE ET MANDAT DE PROTECTION
Code civil du Québec, articles 2130 et suivants, et 2166 et suivants

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES
<p>NATURE DE L'ACTE</p> <p>Le présent acte est divisé en deux parties :</p> <ol style="list-style-type: none">Une procuration générale qui donne immédiatement au procureur les pouvoirs ci-après prévus.Un mandat de protection dont l'exécution est subordonnée à son homologation par le tribunal, sur demande du mandataire désigné dans l'acte.
<p>ÉTAT CIVIL ET MATRIMONIAL DU MANDANT</p> <p>Je déclare être marié à Chantal DES RUISSEaux, sous le régime de la société d'acquêts, aucune convention matrimoniale n'étant intervenue entre nous avant ou après la célébration de notre mariage le 06 août 2004 à Saint-Jérôme dans la province de Québec où nous étions alors tous deux domiciliés. Je déclare également qu'il s'agit de mon premier mariage, que je n'ai jamais été uni civilement auparavant et que mon état civil et mon régime matrimonial n'ont été et ne sont l'objet d'aucun changement.</p>

PARTIE 1 PROCURATION GÉNÉRALE
<p>PROCUREUR</p> <p>Je nomme la personne suivante à titre de procureur :</p> <p>Chantal DES RUISSEaux, ma conjointe.</p>

RESPONSABILITÉ

Un procureur en fonction n'encourt une responsabilité qu'en cas de faute lourde ou de négligence grossière.

RÉMUNÉRATION DU PROCUREUR

Mon procureur recevra le remboursement de ses frais de déplacement et des dépenses raisonnables encourues pour l'exécution de sa charge.

REDDITION DE COMPTE

Tout procureur en fonction devra rendre compte de sa gestion à aux mandataires remplaçants, aux **TROIS (3) ans** et à la fin de sa charge.

Si le procureur en fonction est le dernier remplaçant prévu aux présentes, aucune reddition de compte n'est nécessaire.

POUVOIRS GÉNÉRAUX DU PROCUREUR

Le procureur aura, sur mes biens, des pouvoirs de pleine administration, sans obligation de faire fructifier le patrimoine, et avec obligation de faire des placements présumés sûrs.

Ces pouvoirs comprennent également le pouvoir d'aliéner à titre onéreux et d'hypothéquer tout bien du Mandant.

PARTIE 2**MANDAT DE PROTECTION****DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES****FONCTION DU MANDAT**

Je révoque tous les mandats de protection antérieurement donnés aux mêmes fins et non encore homologués.

PRÉSÉANCE

Le présent mandat contient l'expression de toutes mes volontés concernant mes biens et ma personne advenant la survenance de mon inaptitude.

Toute recommandation d'un médecin ou d'un travailleur social à l'effet qu'il serait préférable d'ouvrir un régime de protection plutôt que d'homologuer le présent mandat devra être écartée, cette recommandation étant en opposition avec mes volontés.

AVIS

Je désire être consulté pour toute décision concernant l'intégrité de ma personne ou à l'administration de mes biens, pourvu que je sois en état d'exprimer une opinion.

Ces demandes n'ont toutefois pas pour effet de limiter les pouvoirs accordés au mandataire aux termes du présent mandat.

HOMOLOGATION OBLIGATOIRE

L'exécution de mon mandat de protection sera subordonnée à la survenance de mon inaptitude, laquelle sera détaillée dans un rapport médical et un rapport psychosocial ainsi qu'à la procédure prévue par la loi pour le rendre exécutoire, soit la procédure d'homologation du mandat.

Les honoraires et frais d'une telle procédure seront à ma charge.

MANDATAIRE
<p>MANDATAIRE</p> <p>Je nomme la personne suivante à titre de mandataire aux biens et à la personne :</p> <p>Chantal DES RUISSEAUX, ma conjointe.</p>
<p>MANDATAIRES REMPLAÇANTS</p> <p>Je nomme la personne suivante comme mandataire remplaçant :</p> <p>Sydney MARTEL DES RUISSEAUX, ma fille.</p>
<p>RESPONSABILITÉ</p> <p>Mon mandataire n'encourt une responsabilité qu'en cas de faute lourde ou de négligence grossière.</p>
<p>RÉMUNÉRATION DU MANDATAIRE</p> <p>Mon mandataire recevra le remboursement de ses frais de déplacement et des dépenses raisonnables encourues pour l'exécution de sa charge.</p>
<p>INVENTAIRE</p> <p>Mon mandataire devra faire un inventaire sommaire de mes biens, dans les soixante (60) jours suivant l'homologation du présent mandat.</p> <p>Il n'aura pas toutefois à y inclure en détail les meubles meublants, accessoires, outils, livres, vêtements, effets personnels, bijoux et œuvres d'art de peu de valeur, articles de loisir et tous autres biens quelconques de peu de valeur m'appartenant.</p>
<p>REDDITION DE COMPTE</p> <p>Tout mandataire en fonction devra rendre compte de sa gestion aux mandataires remplaçants, aux TROIS (3) ans et à la fin de sa charge.</p> <p>Le mandataire doit, à tout moment, permettre à la ou les personne(s) mentionnées ci-dessus d'examiner les livres et pièces justificatives se rapportant à l'administration par le mandataire.</p> <p>La reddition de compte doit être suffisamment détaillée pour en vérifier l'exactitude.</p>
<p>DÉMISSION D'UN MANDATAIRE</p> <p>Même après avoir commencé sa charge de mandataire, mon mandataire pourra en tout temps démissionner de sa charge pourvu que cette démission soit faite en forme notariée, qu'elle respecte les prescriptions de la loi et qu'elle soit accompagnée d'une reddition de compte. Les frais reliés à la démission et à la reddition de compte sont à la charge de mon patrimoine.</p>

GESTION ET ADMINISTRATION DU PATRIMOINE DU MANDANT
<p>POUVOIRS DU MANDATAIRE AUX BIENS</p> <p>Mon mandataire pourra gérer et administrer tous mes biens meubles et immeubles, présents et futurs, avec tous les pouvoirs d'un administrateur du bien d'autrui chargé de la pleine administration.</p> <p>Dans l'exercice des pouvoirs mentionnés ci-après, mon mandataire peut signer tout acte, document ou écrit nécessaire, élire domicile, recevoir signification et, généralement, faire tout ce que le mandataire jugera utile et nécessaire.</p>

ABSENCE DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le mandataire est autorisé à se porter partie à un contrat qui touche mes biens et d'acquérir des droits sur mes biens pendant son administration, et ce, sans autorisation du tribunal.

EXEMPLES DE POUVOIRS DU MANDATAIRE AUX BIENS ET DU PROCUREUR

Sans limiter la généralité des pouvoirs de pleine administration ci-dessus accordés, le mandataire et/ou le procureur peut, pour accomplir ses fonctions :

- 1) Signer tout acte, document ou écrit nécessaire, et, généralement, faire tout ce que j'aurais pu faire avant d'être déclarée inapte.
- 2) Me représenter dans l'exercice de tous mes droits civils.
- 3) Me représenter à toute assemblée, y assister et y voter, en toute qualité.
- 4) Faire tout type de transaction bancaire, dans tout type de compte, notamment :
 - a) Déposer ;
 - b) Effectuer tout placement et modifier tout placement existant ;
 - c) Retirer sans découvert ;
 - d) Payer toute facture ;
 - e) Accéder à tout coffret de sûreté, y faire des dépôts, l'ouvrir et prendre possession de son contenu et signer tout procès-verbal ;
 - f) Recevoir tout relevé mensuel ou autre document relatif au(x) compte(s).
- 5) Emprunter toute somme.
- 6) De toute somme reçue ou payée, donner ou retirer bonne et valable quittance et décharge.
- 7) Communiquer avec les organismes gouvernementaux et les entreprises, pour, notamment :
 - a) Me représenter auprès de tout organisme gouvernemental, obtenir tout renseignement ou document consigné à mon dossier ; demander la révision ou l'appel de toute décision de cet organisme ;
 - b) Me représenter auprès de toute entreprise me dispensant des services ou des biens ; accepter ou refuser tout service ou toute marchandise ; accepter, refuser ou négocier tout frais ou toute facture ;
 - c) Retenir les services professionnels de toute personne et la rémunérer, au besoin.
- 8) Communiquer avec les autorités fiscales, pour, notamment :
 - a) Me représenter auprès de l'Agence du Revenu du Canada et de Revenu Québec ;
 - b) Faire tout rapport d'impôt et faire tout choix fiscal ;
 - c) Obtenir et fournir toute information ou document relativement à tout dossier ;
 - d) Participer à toute négociation avec les autorités fiscales en ce qui concerne de tels renseignements ou documents.
 - e) À ce titre, j'autorise la communication au(x) mandataire(s) de tout renseignement nécessaire à l'exécution de son mandat.
- 9) Utiliser et même faire modifier, au besoin, tout identifiant, code d'accès informatique et numéro d'identification personnel et relatif à toute relation

d'affaires, de consommation et de gestion avec toute entreprise ou organisme gouvernemental. Dans l'éventualité où, au moment de son entrée en fonction, le mandataire aux biens n'aurait pas l'information relative à ces identifiants, codes d'accès et numéros d'identification personnels, j'autorise tout gestionnaire de système les détenant à les communiquer au mandataire en toute confidentialité.

10) Recevoir :

- a) Les lettres ou colis qui me sont adressés et contenant ou non des valeurs
- b) Tout dépôt, mandat postal et toute autre valeur du même genre.

11) Acquérir, à mon bénéfice, tout bien, vêtement, meuble ou immeuble, sans être tenu de se conformer aux dispositions du *Code civil du Québec* concernant les placements présumés sûrs.

12) Souscrire et résilier toute assurance dommages ou responsabilité.

13) Souscrire toute assurance vie.

14) Conclure tout contrat de louage, tant comme locateur que comme locataire.

15) Vendre, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner à titre onéreux tout ou partie des biens meubles et immeubles.

a) Le mandataire ne pourra cependant pas aliéner les biens suivants :

- i) Mes souvenirs et autres objets à caractère personnel ;
- ii) Mes vêtements qui me sont encore utiles ;
- iii) Mon logement, si j'y demeure toujours ainsi que les meubles dont il est garni.

16) Consentir ou renoncer à tout démembrement ou modalité d'un de mes droits de propriété.

17) Procéder à tout bornage ou opération d'arpentage ; fixer et marquer toute limite ; s'opposer à tout empiétement et à toute usurpation.

18) Faire tout prêt et, si le mandataire le juge utile, exiger en garantie du paiement toute hypothèque ou autres garanties.

19) Accepter toute succession qui m'est dévolue, y renoncer et accepter toute renonciation *in favorem*;

20) Participer à toute liquidation, successorale ou autre, à tout partage, à l'amiable ou en justice, des biens dans lesquels je peux avoir des droits.

POUVOIRS SUPPLÉMENTAIRES

GESTION D'ENTREPRISE

En plus de faire ce qui précède, le mandataire aux biens peut :

- 1) Continuer toutes mes entreprises à titre de gérant ayant les pouvoirs d'un administrateur du bien d'autrui chargé de la pleine administration et, sans limiter la généralité des pouvoirs du mandataire à titre de gérant, ce dernier pourra notamment et séparément à toute entreprise :
- 2) Acheter et vendre toute marchandise dans le cours normal des affaires de l'entreprise ;
- 3) Conclure tout marché et l'exécuter ;
- 4) Consentir tout crédit et donner tout terme ;
- 5) Demander toute avance et ouverture de crédit de toute institution financière ou

autre prêteur et donner toute garantie ;

- 6) Gérer le personnel de l'entreprise ;
- 7) Fixer et modifier les conditions de travail du personnel ;
- 8) Embaucher et congédier du personnel ;
- 9) Représenter l'entreprise dans toutes ses activités ;
- 10) Faire tout rapport et obtenir tout permis requis par la loi aux fins de l'entreprise ;
- 11) Faire toute opposition ou toute demande de remboursement ;
- 12) Négocier et s'engager envers toute autorité concernée. ;
- 13) Cesser les opérations de l'entreprise et en liquider les actifs ;
- 14) Vendre ou autrement aliéner à titre onéreux, tout ou partie des actifs de l'entreprise.
- 15) Provoquer et participer à la dissolution et au partage de toute société à laquelle je suis associé.
- 16) Aliéner toute part que je détiens dans toute société.

UTILISATION DES BIENS AU BÉNÉFICE DE PERSONNES SPÉCIFIQUES

Le mandataire aux biens peut également utiliser mes biens au bénéfice de ma conjointe, et ce, de la façon suivante :

- 1) Laisser aux bénéficiaires la pleine jouissance de ma résidence ainsi que des meubles et accessoires la garnissant ;
- 2) Laisser aux bénéficiaires la pleine jouissance de tous mes biens meubles corporels, dont, le cas échéant, mon véhicule automobile ; voir à leur entretien, leur réparation et, au besoin, à leur remplacement ;
- 3) Utiliser, tant pour mon entretien et mon bien-être que pour l'entretien et le bien-être de mes bénéficiaires, la totalité ou, suivant la seule discrétion du mandataire, une partie seulement des revenus provenant des biens constituant mon patrimoine ;
- 4) Utiliser, tant pour mon entretien et mon bien-être que pour l'entretien et le bien-être de mes bénéficiaires, la totalité ou, suivant la seule discrétion du mandataire, une partie seulement de mes rentes ou autres prestations quelconques provenant de toute pension, ou des rentes provenant d'un régime public et de tout régime enregistré d'épargne-retraite (REÉR), de tout régime enregistré de pension (REP), de tout fonds enregistré de revenus de retraite (FEER) et de tout régime de participation différée aux bénéfices (RPDB) ou autres régimes semblables;
- 5) si les revenus provenant des biens constituant mon patrimoine de quelque nature qu'ils soient ou de quelque source qu'ils proviennent étaient insuffisants pour faire face à des dépenses extraordinaires, nécessaires et inattendues, ou, d'une façon plus générale, insuffisants pour permettre à mes bénéficiaires de vivre convenablement, le mandataire devra empiéter sur le capital aux fins d'acquitter ces dépenses ou de me permettre, ainsi qu'à mes bénéficiaires, de vivre convenablement, en s'assurant par contre que je puisse compter sur des revenus jusqu'à mon décès.

Au besoin, la présente clause devra être interprétée comme une donation aux bénéficiaires des revenus, titres et autres biens sous le contrôle du mandataire, donation que les bénéficiaires pourront accepter en parties successives suivant leur unique et absolue discrétion.

PROTECTION DU MANDANT
<p>POUVOIRS DU MANDATAIRE À LA PERSONNE</p> <p>Mon mandataire pourra accomplir tout acte visant à assurer la protection de ma personne et, en général, mon bien-être moral et matériel.</p> <p>Il peut, notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Accomplir tout acte visant à pourvoir à mes besoins ; 2) Pourvoir à ma garde et à mon entretien ; 3) Consentir ou refuser tout soin ; 4) Accéder à mon dossier médical ; 5) M'accompagner auprès de tout professionnel de la santé.
<p>HABITUDES ET NIVEAU DE VIE</p> <p>Dans les décisions que mon mandataire aura à prendre dans le cadre de l'exécution de mon mandat, il devra respecter, autant que possible, mes habitudes et mon niveau de vie habituel.</p>
<p>HÉBERGEMENT</p> <p>Si possible, je souhaite résider dans le logement que j'habiterai au moment de la prise d'effet du présent mandat. Cependant, si je suis en perte d'autonomie, que je ne peux plus vivre seul à cet endroit et que mon état exige que je sois hébergé dans un milieu de vie mieux adapté à mes besoins, donc plus sécuritaire, je laisse alors à mon mandataire le soin de décider des dispositions à prendre – selon les circonstances, mes habitudes et mon niveau de vie –, afin que me soient prodigués les soins requis.</p>
<p>VOLONTÉS SUR LES SOINS</p> <p>Je déclare :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) M'opposer à tout acharnement diagnostique, soit à des tests et à des examens de tous ordres qui s'avèreraient superflus compte tenu de mon état ; 2) M'opposer à tout acharnement thérapeutique, soit à l'utilisation de moyens thérapeutiques ou à l'administration de traitements qui, compte tenu de mon état, sont disproportionnés et ne font que multiplier ou prolonger inutilement mes souffrances et mon agonie; 3) Vouloir mourir dignement. Pour ce faire, j'autorise mon mandataire à refuser le recours à des appareils ou autres moyens analogues pour me maintenir en vie. Je précise également que s'il est possible pour moi de bénéficier de l'aide médicale à mourir, j'autorise, par la présente, mon mandataire à procéder; 4) Vouloir recevoir des soins palliatifs, notamment tout médicament susceptible de diminuer mes souffrances et de me procurer le confort requis, même si ces médicaments devaient hâter le moment de ma mort; 5) M'opposer à subir une opération ou un traitement qui aurait pour effet de me laisser des séquelles graves ou de me laisser dans un état végétatif; 6) M'opposer à l'utilisation de substances chimiques, contention et de l'isolement à titre de mesures de contrôle qui ne respecterait pas l'exercice de mes droits fondamentaux. <p>Si le présent mandat de protection n'a pas encore pris effet au moment où je deviens inapte à donner ou à refuser mon consentement aux soins médicaux, la présente clause devra être interprétée comme étant l'expression de ma volonté au sens de l'article 12 du</p>

Code civil du Québec.

DIRECTIVES MÉDICALES ANTICIPÉES

Dans le cas où j'aurais dressé des directives médicales anticipées et que je les aurais fait inscrire au registre de la Régie de l'assurance maladie du Québec, celles-ci auront préséance sur mes volontés exprimées au présent mandat.

Le mandataire à la personne devra donc respecter et faire respecter mes directives médicales anticipées.

DON D'ORGANES ET DE TISSUS

Je ne consens pas à ce que des organes et des tissus soient prélevés sur mon corps, à mon décès, pour fins de transplantation ou de recherche scientifique.

DONT ACTE à Saint-Marc-des-Carières, sous le numéro NEUF MILLE SIX CENT VINGT-DEUX (9622) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, la partie signe en présence du notaire soussigné.

(SIGNÉ)

Paul DES RUISSEAUX

(SIGNÉ)

Me Émile BRASSARD, notaire

Copie conforme de la minute demeurée en
mon étude